



جامعة القاضي عياض  
UNIVERSITÉ CADI AYYAD

كلية الآداب والعلوم الإنسانية  
Faculté des Lettres et des Sciences Humaines

Revue des Sciences Humaines

# RIVAGES

Revue scientifique à comité de lecture



N° 4 - 2020

***RIVAGES***

**Revue des Sciences Humaines**

## *Conditions de publication*

- *Rivages* est une revue scientifique à comité de lecture et publie des travaux de recherche qui entrent dans le champ des sciences humaines.
- La revue est semestrielle.
- La revue publie des études et des recherches originales non encore publiées ou soumises à publication.
- Les travaux à publier sont soumis aux conditions de la recherche scientifique reconnue en termes de documentation et de citations des sources utilisées.
- Les contenus des textes publiés dans la revue n'engagent que leurs auteurs.
- Les travaux soumis sont à déposer en deux copies, l'une en version imprimée et l'autre en version électronique.
- Les contributions suivent les normes techniques suivantes: en arabe, police 14 Sakkal majalla et en latin, police 11 en Times New Roman. Les notes de bas de page seront en police 10 Times New Roman.
- le nombre de pages ne doit pas excéder 20 pages par article.
- Le chercheur mentionne, sous le titre de son travail, son nom, le nom de sa structure de recherche et de son institution d'appartenance.
- Le chercheur présente deux résumés de sa recherche, respectivement dans sa langue de travail et dans une autre langue.
- Les travaux sont soumis à évaluation et l'auteur s'engage à apporter les amendements demandés au plus tard 15 jours après réception du rapport des évaluateurs.
- La revue se réserve le droit de publier ou de ne pas publier les travaux qui lui sont soumis et ceux qui ne sont pas publiés ne seront pas rendus à leurs auteurs.
- La revue se réserve le droit d'auteur et le droit de re-publier, sous format papier ou électronique, tous les articles soumis et publiés.
- Les travaux soumis ne devront violer aucun droit d'auteur ni aucun autre droit de propriété d'une tierce partie.

***RIVAGES***

***Revue des Sciences Humaines***

Revue scientifique à comité de lecture

N° 4-2020

Publication de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines  
Université Cadi Ayyad  
Marrakech  
Maroc





# SOMMAIRE

|   |           |
|---|-----------|
| <b>Le rôle de la migration internationale.....</b>  | <b>7</b>  |
| <i>Fatima Gebrtai</i>   |           |
| <b>Patrimoine et innovation territoriale : Une approche socio-<br/>anthropologique de l'action patrimoniale .....</b>             | <b>23</b> |
| <i>Driss Aitlhou</i>  |           |
| <b>Risque d'érosion et son impact socio-spatial ; cas du bassin<br/>d'Oued El màaser (Moyen Atlas septentrional- Maroc) .....</b> | <b>35</b> |
| <i>Said Azzioui</i>   |           |
| <i>Lhoussaine Mazoz</i>   |           |
| <b>Water in the Moroccan Folk Tale.....</b>   | <b>51</b> |
| <i>Malika Ouali</i>   |           |
| <b>Le Possible et l'impossible dans la vision du monde chez Nietzsche.....</b>  | <b>61</b> |
| <i>Lahcen Tifroute</i>  |           |



# **PATRIMOINE ET INNOVATION TERRITORIALE**

## **UNE APPROCHE SOCIO-ANTHROPOLOGIQUE DE L'ACTION PATRIMONIALE AU MAROC**

**Driss AIT LHOUCHE**  
*Université Cadi Ayyad, Marrakech*

### **Résumé**

Il serait judicieux dans un contexte de concurrence, mondialisée et mondialisante, accrue entre les territoires, et en vue d'une compétitivité territoriale, d'insister sur le devenir des territoires patrimoniaux (ksars et kasbas), qui, devient une question stratégique dans tout effort de mobilisation opérationnelle. Ainsi, l'innovation territoriale au regard de la valorisation patrimoniale va de pair avec la volonté d'affronter les enjeux soulevés dans toute action patrimonialisante. Interroger les acteurs du patrimoine et du territoire quant aux nouvelles approches à adopter pour un tel objectif devrait assurer la valorisation nécessaire, et suffisante, des ressources patrimoniales dans la perspective d'une nouvelle dynamique territoriale. De là, l'intérêt accordé par les acteurs au patrimoine peut être symbolique ou lucratif. Et c'est à partir de l'identification de leurs modes d'action et de leurs intérêts que des stratégies d'innovation autour du couple patrimoine et territoire pourraient être mises en place.

**Mots clés :** Innovation, patrimoine, patrimonialisation, populations locales, territoire, Maroc.

### **Abstract**

It would be judicious in a context of increased, globalized and globalizing, competition between the territories, and with a view to a territorial competitiveness, to insist on the future of the patrimonial territories (ksars and kasbas), which, becomes a strategic question in all operational mobilization effort. Thus, territorial innovation with regard to heritage enhancement goes hand in hand with the desire to face the challenges raised in any heritage action. Questioning heritage and territory stakeholders about the new approaches to adopt for such an objective should ensure the necessary and sufficient development of heritage resources in the perspective of a new territorial dynamic. From there, the interest granted by the actors in the heritage can be symbolic or lucrative. Accordingly, it is from the identification of their modes of action and their interests that innovation strategies around the heritage and territory couple could be implemented.

**Keywords:** Innovation, heritage, local populations, territory, Morocco.

## ملخص

من الحكمة في سياق التنافس، المعولم والمعوّلَم بين الترابات، وفي أفق تنافسية ترابية، الإصرار على مستقبل الترابات التراثية (القصور والقصبات)، التي تصبح سؤالاً استراتيجياً في أي جهد للتعبئة العملية. وبالتالي، فإن الابتكار الترابي في ارتباطه بتمثّل التراث يسير جنباً إلى جنب مع الرغبة في مواجهة التحديات التي تثار في أي فعل استراتيجي Action patrimonialisante. إن استجواب الفاعلين في التراث وفي التراب حول المقاربات الجديدة التي يجب اعتمادها لتحقيق هذا الهدف يجب أن يضمن اعطاء القيمة الضرورية والكافية للموارد التراثية في أفق ديناميكية ترابية جديدة. ومن هنا، يمكن أن تكون الأهمية الممنوحة من قبل الفاعلين للتراث رمزية أو ربحية. ومن خلال تحديد أنماط فعلهم وكذلك أساليب اهتماماتهم، يمكن وضع استراتيجيات للابتكار تأخذ بعين الاعتبار واقع التفاعل والتكامل بين الزوج (تراث/تراب).

الكلمات المفتاحية: الابتكار، التراث، الاستراث، الساكنة المحلية، التراب، المغرب.

« Le processus de patrimonialisation est complexe. Il ne peut être approché pour en saisir le fonctionnement sans une certaine simplification. Les expériences des pays et des communautés dans leur identification et distinction de composantes naturelles ou culturelles, matérielles ou immatérielles de leur territoire ou de leur héritage montrent à la fois la diversité et la spécificité de ce processus. Sa diversité se voit aux facteurs qui ont présidé dans chaque cas à la reconnaissance du caractère patrimonial d'un monument, d'un site, d'un objet ou d'une forme d'expression culturelle. Sa spécificité se lit dans les conditions, chaque fois différentes, qui sont à la base d'une telle reconnaissance ».<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup>. SKOUNTI Ahmed (2010), De la patrimonialisation. Comment et quand les choses deviennent-elles des patrimoines ?, in *Hesperis-Tamuda*, Vol. XLV. 19-34.

## INTRODUCTION

La question centrale de cette communication tourne autour de l'innovation territoriale mise au service du patrimoine ; elle suppose, entre autres, des compétences en communication, en connaissances relatives à la culture locale, à l'histoire, à l'archéologie, et au savoir socioéconomique et juridique.

L'objectif est d'interroger les acteurs du patrimoine et du territoire quant aux nouvelles approches à adopter pour assurer la valorisation nécessaire et suffisante des ressources patrimoniales dans la perspective d'une nouvelle dynamique territoriale locale et régionale. Dans un contexte d'internationalisation et de concurrence accrue entre les villes et les territoires, dicté par la mondialisation économique et culturelle, les notions de qualité et d'innovation sont désormais des catalyseurs indispensables à la compétitivité territoriale.

Si la reconnaissance d'un territoire ou d'un site au titre du patrimoine mondial de l'Unesco constitue un signe d'ouverture internationale, la mondialisation met à rude épreuve la capacité des espaces patrimonialisés à valoriser leurs ressources non économiques comme le patrimoine culturel. La brutalité et l'ampleur des flux matériels et immatériels mondiaux créent sur ces espaces patrimonialisés des écarts socioéconomiques entre des groupes puissants et fortunés et des groupes pauvres et défavorisés, et alimentent les tensions et les divergences d'intérêts entre les acteurs et agents économiques.

### 1. Contexte et démarche méthodologique

Je n'hésiterais pas, méthodologiquement, à avancer l'importance de l'étude socio-anthropologique<sup>1</sup>. Ce qui m'a poussé à tenter de déchiffrer le

---

<sup>1</sup>. « De plus en plus de textes se revendiquent explicitement ou implicitement comme « socio-anthropologiques ». C'est la volonté, affirmée par certains sociologues, d'étudier les sociétés contemporaines sans renoncer au regard et à la mémoire de l'anthropologie, en insistant surtout sur ce que le symbolique offre d'irremplaçable en matière de connaissance, qui caractérise les auteurs tenant à former un nouveau paradigme ou qui se laissent complaisamment classer sur ce mode ». Ajouter à cela que : « Balandier utilise le terme, dans son sens actuel, depuis les années 1970, alors que Cicourel traite d'anthroposociologie fin des années soixante. D'autres auteurs tels que Lahire, Coenen-Huther, Delcroix, Lavenu n'utilisent pas le terme mais mettent en œuvre la socio-anthropologie ; ils font l'objet d'une recension particulière (cf. infra). Cet article peut donc également s'apparenter à une « note critique » mettant en relation les ouvrages des quatre auteurs que nous venons d'évoquer et ceux de : Bouvier, Coenen-Huther, Desjeux, Le Breton, Raulin et de Rivière ».

Ref. Salvador Juan, La 'socio-anthropologie': champ, paradigme ou discipline ?, in *Bulletin de méthodologie sociologique* [En ligne], 87 | 2005, mis en ligne le 04 juin 2008, consulté le 07 juin 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/bms/869>

phénomène social qui n'est ici que la patrimonialisation, vu qu'il est question des dimensions culturelle, économique et politique. Lequel déchiffrement a été induit des motivations individuelles des acteurs et des effets que ceux-ci exercent les uns sur les autres. Ainsi, et à partir de ce postulat, pour rejoindre R. BOUDON<sup>1</sup>, je récus le "holisme". Je crois que la méthode que j'ai suivie en passant d'un ksar<sup>2</sup> à un autre et d'une kasba<sup>3</sup> à une autre, m'a permis de réaliser un progrès décisif dans la compréhension et l'explication que je prône<sup>4</sup>. Je suppose donc que mes résultats sont vérifiables, voire réfutables, donc scientifique au sens de POPPER.<sup>5</sup>

C'est dans ce sens que je rejoins Hannah ARENDT quand elle a avancé que "la politique repose sur un fait : la pluralité humaine".<sup>6</sup> Et, les ksour et les kasbah, d'ailleurs comme l'ensemble des monuments et des édifices patrimoniaux au Maroc et ailleurs dans le monde, expriment une telle pluralité montrant qu'il y a une vie des hommes. Or, l'objet de la politique est le monde et non pas l'homme<sup>7</sup>. Il ressort alors, quand ARENDT renvoie à HOBBS, que la politique culturelle et patrimoniale néglige l'importance de l'homme en lui-même. Dans les villes, les territoires, les sites patrimoniaux sont vivants dans la mesure où il y a des « productions humaines », des « objets fabriqués de main d'hommes » et aussi et surtout, il y a « des relations qui existent entre les habitants de ce monde fait par l'homme ».<sup>8</sup>

Je note aussi, qu'aujourd'hui, pour rejoindre Gérald GAGLIO, que l'ensemble des disciplines des sciences sociales s'intéresse à l'innovation. Ainsi, les économistes, notamment, classent les innovations en fonction de leur portée économique. Les politologues étudient le développement d'un les villes et les territoires champ de politiques publiques autour de l'innovation; les chercheurs en gestion se demandent comment manager les innovations, tout en

---

<sup>1</sup>. R. BOUDON et F. BOURRICAUD, Dictionnaire critique de la sociologie, PUF, Paris, 1982.

<sup>2</sup>. Dit *ighrem* en amazigh.

<sup>3</sup>. Dit *tighremt* en amazigh.

<sup>4</sup>. Pour ne citer qu'un exemple, l'ouverture mondiale des espaces patrimoniaux de grande signification culturelle, comme les vallées présahariennes après l'inscription de Ksar Ait Ben Haddou<sup>4</sup> (Sud-Est du Maroc) sur la liste du patrimoine universel, soulève la question des droits des communautés locales à préserver leur identité, leur pluralité et leurs systèmes de valeurs face à des stratégies économiques et territoriales dont le but - peut être l'unique - est d'attirer plus de capitaux externes, nationaux et étrangers.

<sup>5</sup>. POPPER Karl, 1978, *La logique de la découverte scientifique* (tom 1), Payot, Paris.

<sup>6</sup>. ARENDT Hanah, 1995, *Qu'est-ce que la politique ?*, Ed. Seuil. p. 5. In préface de Sylvie Courtine-DENAMY

<sup>7</sup>. Ibid. p. 5.

<sup>8</sup>. Ibid. p. 6.

préconisant des structures organisationnelles pour déclencher leur émergence; les psychologues, enfin, élaborent des méthodes de créativité pour stimuler des idées nouvelles.<sup>1</sup>

A leur tour et de façon complémentaire, les sociologues enlèvent l'innovation de ses représentations sociales habituelles. Cela est un élément de méthode. Un critère simple a ainsi été employé dans les nombreuses études sociologiques traitant d'innovations. GAGLIO ajoute à cet égard que "l'innovation, pour être qualifiée comme telle, a fait l'objet d'une sanction positive d'un marché, notamment. Un groupe de concepteurs l'a pensé, aidé parfois d'utilisateurs pionniers, pour la soumettre à d'autres groupes, et certains s'en emparent. Elle a été adoptée, au moins, par et dans un milieu social".<sup>2</sup>

Ce constat rend légitime de s'interroger sur la gouvernance du patrimoine et sa communication, la relation entre le pouvoir central et les organes décentralisés, et plus largement, sur la politique du patrimoine à l'ère de la mondialisation et sur la pertinence et la durabilité des approches territoriales mises en œuvre.

Dans son rapport 'Culture : futur urbain' publié en 2016, l'UNESCO met en garde contre des pratiques territoriales (touristiques) « inadaptées contribuant à la marchandisation du patrimoine (...) et à la dégradation de son authenticité ». <sup>3</sup> Le même rapport conclut, aussi, que ce genre de pratiques dans des espaces patrimoniaux « négligent les besoins des populations locales ». <sup>4</sup>

Ainsi, les notions de qualité et d'innovation sont désormais des catalyseurs indispensables à la compétitivité territoriale. En effet, les acteurs, de divers statuts, se rencontrent autour de la construction et de l'usage du patrimoine en tant que ressource territoriale. De cette manière, le patrimoine renouvelle forcément sa nature et son essence par sa contribution à la dynamique territoriale ; et en retour, le territoire se permet d'asseoir sa légitimité.

## **2. Patrimoine au Maroc : local ou global ?**

Au Maroc, en rapport avec les objets et choses patrimoniaux, il est de fait que le développement repose sur la productivité économique. Or, cette productivité, d'ailleurs corrélée à la compétitivité, a fait que l'innovation soit exogène aux territoires. Ceci est dû essentiellement à deux facteurs :

---

<sup>1</sup>. GAGLIO Gérald (2011), *Sociologie de l'innovation*, Que sais-je ?, France. p. 1.

<sup>2</sup>. Ibid. p. 1.

<sup>3</sup>. Cf. Rapport mondial sur la culture pour le développement urbain durable (Résumé), Unesco, 2016, p. 10.

<http://unesdoc.unesco.org/images/0024/002462/246291f.pdf>

<sup>4</sup>. Ibid.



✓ Les acteurs territoriaux du patrimoine perçoivent l'espace et ses éléments constitutifs dans la mise en œuvre d'une logique dominée par les processus de transmission ;

✓ Le patrimoine, matériel et immatériel, est géré par des approches qui s'opèrent par des acteurs, eux-mêmes, territorialisés.

Face aux questions relatives à la continuité et au changement, face à la grande instrumentalisation du patrimoine dans les projets de développement territorial, et surtout face à la surexploitation de cette ressource et sa prodigalité, force est de soulever la question du rapport des ressources à leur exploitation et leur valorisation.

Ainsi la question centrale ici porte sur *l'innovation territoriale*. Je m'interrogerai également sur la question de savoir :

✓ Comment la mobilisation du patrimoine traduit-elle l'émergence d'un mode de développement territorial souhaité ?

✓ Quelle serait la valeur ajoutée de l'innovation territoriale au regard de la valorisation patrimoniale ?

Il est donc urgent de traiter la question du patrimoine, matériel ou immatériel, au regard des intérêts nationaux et internationaux.

A l'approche relative à l'appréhension du patrimoine du point de vue territorial et local correspond une approche universalisante faisant de n'importe quel patrimoine un bien universel appartenant à l'humanité de manière entière.<sup>1</sup> La première approche serait susceptible d'être taxée de régionalisme exacerbé, alors que la seconde serait associée à une sorte d'ingérence culturelle.<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup>. L'approche universalisante fait de n'importe quel patrimoine un bien universel appartenant à l'humanité tout entière. Effectivement ! malgré le fait que l'on sache bien qu'un site culturel ou naturel doit répondre au moins à un critère parmi une liste de dix critères d'inscription établis par L'UNESCO. Il doit aussi faire preuve d'une valeur universelle exceptionnelle.

<sup>2</sup>. A propos de l'ingérence culturelle, là, il est discutable, nonobstant, que le fait d'avancer que l'approche universalisante serait associée à une sorte d'ingérence culturelle. Ceci étant dit, force est de signaler que l'UNESCO respecte la souveraineté des Etats et n'intervient pas dans les politiques nationales du patrimoine. La seule condition pour qu'un Etat signataire de la convention du patrimoine mondial de 1972 puisse bénéficier d'une reconnaissance universelle de l'un ou plusieurs de ces biens (culturels/naturels ou mixtes) est que la réglementation nationale du patrimoine traduise les principes de la convention de 1972 et que les organes chargés de la conservation des biens inscrits veillent au respect des engagements internationaux sur le patrimoine mondial dans la gestion des biens ayant un statut du patrimoine de l'humanité. Les dossiers de candidature émanent d'ailleurs des Etats en non de l'UNESCO, et rien n'oblige un Etat à proposer un bien pour inscription sur la liste du patrimoine universel.

La question centrale tourne donc autour de l'innovation territoriale mise au service du patrimoine ; elle suppose des compétences en communication, en connaissances relatives à la culture locale, à l'histoire, à l'archéologie, et au savoir socioéconomique et juridique.

Au Maroc, l'état des lieux des territoires patrimonialisés n'échappe pas au constat alarmant. En fait, l'intégration des espaces patrimoniaux au circuit économique mondial, sous prétexte que c'est un besoin indispensable au développement local et au rayonnement international, suit une logique de marchandisation et de folklorisation qui affecte la signification culturelle du patrimoine et diminue sa capacité à exprimer sa valeur, authentique et originale, certes exceptionnelle.

Par conséquent, la patrimonialisation des territoires par le label patrimoine de l'humanité entraîne un plusieurs handicaps dont l'identité est menacée et la valorisation est sélective des biens culturels par la mise en valeur des monuments et sites emblématiques. Ainsi, la marchandisation du patrimoine favorise en effet les propriétaires étrangers, c'est-à-dire hors les localités des sites, et les grands opérateurs touristiques et nourrit un vif débat entre patrimoine (échelle locale) et mondialisation (échelle globale).

Selon la convention de l'Unesco de 1972, le patrimoine mondial est une doctrine universelle qui accède à l'idée de "Penser globalement et d'Agir localement". Pour moi, "agir localement" correspond à la déclinaison, à travers des pratiques territoriales innovantes, des orientations de la convention de l'UNESCO au niveau de la promotion de la diversité culturelle, l'universalité des biens culturels, le respect des droits des populations locales à préserver leurs pratiques culturelles, le tourisme responsable, la tolérance et la paix, etc.

Ainsi, la dimension éthique s'impose, et ces acteurs locaux ne devraient pas seulement avoir raison, mais aussi et surtout, avoir droit. Pour paraphraser ARENDT, je dirais que « Cesser d'être parmi les acteurs, est synonyme de mort du patrimoine ».<sup>1</sup>

Sur le plan de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, au Maroc, inscrire un site ou une ville au patrimoine de l'UNESCO renvoie à la question de savoir dans quelles mesures les orientations de la convention du patrimoine mondial sont traduites dans les pratiques territoriales (Programmes d'action communaux, Programmes de développement préfectoraux et provinciaux et Programmes de développement régionaux) d'une part, et urbaines (Schémas Directeurs d'Aménagement Urbain SDAU et Plans d'Aménagement PA) d'autre part, en tant que espaces reconnus ?

---

<sup>1</sup>. ARENDT Hannah, (1981), *La vie de l'esprit*, PUF. Paris. p. 34.

Dans le cadre de la thématique que je développe, ici, réfléchir sur des pratiques territoriales innovantes en matière du patrimoine national et mondial revient à débattre des questions qui ressemblent à :

✓ Si notre pays multiplie les demandes d'inscription de ces biens culturels tangibles et intangibles au patrimoine de l'humanité, quel projet urbain faudrait-il adopter pour asseoir et tirer profit de la reconnaissance universelle d'un site ou d'un espace reconnu patrimoine de l'humanité ?

✓ Si la reconnaissance universelle d'une ville impériale comme Marrakech, d'un site archéologique comme Volubilis, d'un festival comme celui de Tata ou d'une réserve de la biosphère comme l'arganeraie de Sous, répond à un choix stratégique de l'Etat (Vision quelconque du tourisme) et constitue donc un atout majeur pour l'économie nationale, pourquoi leur mise en valeur patrimoniale et touristique au niveau mondial est vaine ? Et quelles stratégies faudrait-il mettre en place pour y remédier ?

### **3. Territoire et patrimoine : quels enjeux d'innovation ?**

Les espaces d'intérêt patrimonial sont des lieux de mobilisations autour des enjeux urbains, économiques, politiques, socioculturels et symboliques. Ces enjeux se soldent parfois sur un consensus ou un contrat comme un plan d'aménagement, une charte architecturale ou un plan de gestion. Approcher le territoire sous l'angle du patrimoine est donc un moyen pertinent de questionner les pratiques et les représentations des acteurs autour des enjeux patrimoniaux. C'est aussi, plus largement, l'analyse des interactions entre territoire et action patrimoniale publique.

Le lien entre patrimoine et territoire révèle "l'idée d'appropriation" qui s'exprime dans « une logique territoriale d'identification, de sauvegarde et de valorisation ».<sup>1</sup> Autrement dit, la patrimonialisation d'un territoire, qui revient à identifier son potentiel patrimonial, le protéger contre les facteurs de dégradation et l'intégrer dans le circuit économique « représente une nouvelle manière de légitimer une intervention sur l'espace » (Ibid).

D'abord, à propos de l'identification du patrimoine et des sites patrimoniaux, la citation populaire avançant que « (...) n'est patrimoine que ce que l'on veut qu'il soit patrimonialisable » est plus que signifiante. La sélection des sites patrimoniaux répond au Maroc à des critères mondiaux, idéologiques

---

<sup>1</sup>. Vincent VESCHAMBRE et al. (2001), Conflits patrimoniaux : compte rendu de table ronde : programme 'Patrimoine, environnement, paysage', in Colloque international *Regards croisés dans le Monde à la fin du XXe siècle*, organisé à la Sorbonne, par les laboratoires Espace et Culture, Espaces Géographiques et Sociétés (ESO) et le Centre de Recherches pour l'Extrême Orient (CREOPS) sous la direction scientifique de M. GRAVARI-BARBAS (ESO) et S. GUICHARD-ANGUIS, (Espace et culture) du 7 au 9 Novembre 1999.

et politiques, dans leur ensemble, plus qu'au génie des potentiels existants. Et, il est normal qu'un pouvoir centralisé, non souverain complètement, répond aux prérogatives libérales – ou néo-libérales pour le moins que l'on puisse dire – servant d'alibi pour les politiques capitalistes favorisant la prospérité du tourisme et des institutions touristiques;

Ensuite, la protection des sites et du patrimoine ne s'éloigne pas trop de l'idée explicitée avant ; ainsi on dirait « (...) n'est protégé que ce que l'on veut qu'il soit protégeable ». Les facteurs de dégradation du patrimoine sont diversifiés, au Maroc comme ailleurs, et se résument à ceux naturels d'érosion, de démolition et de guerre humaines, etc. Or, il n'y a nul doute que la territorialisation est considérée comme une démarche, levier, servant de garantir les équilibres entre les dimensions locales et globales;

Enfin, l'intégration, outil et moyen efficaces de légitimation de toute une représentation des sites et des monuments patrimoniaux dans des circuits, bien balisés, ayant, aussi et surtout, des finalités rationnelles, mais servant les stratégies des capitalistes aux dépens des populations locales.

Actuellement la patrimonialisation des territoires, notamment par le tourisme international, suscite un vif débat autour des opportunités que les territoires patrimonialisés représentent pour la spéculation immobilière, la compétitivité territoriale, le développement territorial durable et pour la valorisation économique des ressources tangibles et intangibles qu'ils incarnent pour leur rayonnement international.

Ainsi, une stratégie d'innovation patrimoniale est fondamentalement une stratégie de réappropriation territoriale. Une telle stratégie s'articule autour de deux éléments clés :

✓ Le premier concerne l'interprétation de la signification du patrimoine qui est loin de faire l'objet de consensus : La loi 22-80 sur le patrimoine culturel au Maroc<sup>1</sup> indique, à titre d'exemple, que le patrimoine culturel, par l'intérêt qu'il a pour l'art, l'histoire, la science et la civilisation, est un bien commun. Cependant l'interprétation de la notion de bien commun est naturellement source de conflits, car certains acteurs institutionnels et agents économiques ont une définition du patrimoine différente de celle des historiens, des archéologues et des anthropologues. Afin de comprendre les prises de positions des différents acteurs et agents économiques et politiques impliqués dans un projet territorial à vocation patrimoniale, il serait intéressant de saisir celui-ci à partir de situations de divergences de visions et d'intérêts.

---

<sup>1</sup>. Loi N° 22-80 relative à la conservation des monuments historiques et des sites, des inscriptions, des objets d'art et d'antiquité promulguée par le dahir N° 1- 80-341 (25 Décembre 1980) (B.O. 18 février 1981).

✓ Le deuxième élément se rapporte aux divergences de points de vue « autour de classement, de mise en valeur ou de l'usage du patrimoine ainsi reconnu ». (Ibid). N'ayant pas la même définition du patrimoine, les acteurs territoriaux peinent à construire une vision partagée sur les attributs patrimoniaux à préserver ou à rentabiliser. Les controverses autour de la signification du patrimoine contribuent à perpétuer les divergences des perceptions et d'approches d'intervention même lorsqu'un territoire (ville ou site historique) a reçu la reconnaissance universelle de l'UNESCO.

A ce double défi s'ajoute une panoplie de problèmes de procédure, de bon sens et d'échelle de décision :

✓ Les controverses entre le pouvoir central et les collectivités territoriales traduites par des chevauchements de compétences et de programmes et par une faible autonomie managériale locale, font que le sort des territoires patrimonialisés est pris, malgré les avancées dans la politique de régionalisation, au piège d'un jeu de pouvoir mal distribué et qui limite le champ d'action des autorités chargées de la conservation du patrimoine particulièrement en matière des politiques territoriales ;

✓ L'intégration mal maîtrisée des acteurs internationaux dans le champ du patrimoine soulève des questions de souveraineté sur nos ressources culturelles et patrimoniales, et de menaces à l'identité et à l'authenticité de nos territoires investis par des groupes d'acteurs, d'opérateurs touristiques et agents économiques occidentaux très influents ;

✓ La difficulté de changer le statut des biens patrimoniaux privés en biens d'intérêt commun soulève aussi un problème difficile à résoudre, à savoir celui de contraindre des particuliers à servir l'intérêt commun de la nation par la protection de leurs propres biens.

## **Conclusion**

En guise de conclusion, il serait opportun et judicieux d'insister et avancer que le devenir des territoires patrimoniaux devient ainsi une question stratégique dans tout effort de mobilisation scientifique ou opérationnelle, et mène à réfléchir sur des approches innovantes et intégrées. L'homme est là la condition incontournable, sans lui, toute politique est vaine. "Cesser d'être parmi les hommes, est synonyme de mort" et "rien de ce qui existe n'existe au singulier" (Arendt, 1978).

Consacrer la recherche à l'innovation territoriale au regard de la valorisation patrimoniale s'inscrit dans la mission du chercheur et de la communauté scientifique, et exprime la volonté d'affronter les enjeux soulevés dans toute action patrimonialisante.

La perspective de la recherche que je prône est d'orienter les contributions d'investigations dans le sens d'identifier les acteurs engagés, les hommes au sens d'ARENDT, dans les politiques patrimoniales territorialisées, repérer leurs intérêts et percer leurs stratégies d'appropriation de l'espace. Je voudrais que la politique se rende compte des différences qui existent entre le monde et les hommes, d'une part, et entre les hommes entre eux, d'autre part. Ne serait-il pas si génial de rappeler que c'est la différence qui garantirait que l'homme ne soit pas privé du monde. Ne serait-ce pas primordial de territorialiser la politique du patrimoine en accordant aux hommes les tâches et rôles qui leur incombent et les places qu'ils méritent ?

L'intérêt que ces acteurs accordent au patrimoine peut être symbolique, en termes d'image de marque et de reconnaissance, comme il peut être lucratif à travers l'activité touristique ou la valorisation foncière. C'est à partir de l'identification des acteurs, c'est-à-dire des hommes, et de leurs modes d'action et des intérêts qui les motivent que l'on pourrait mettre en place des stratégies d'innovation autour du couple patrimoine et territoire.

## Bibliographie

1. ARENDT Hannah, (1981), *La vie de l'esprit*, PUF. Paris.
2. ARENDT Hannah, (1995), *Qu'est-ce que la politique ?*, Ed. Seuil. France.
3. GAGLIO Gérald (2011), *Sociologie de l'innovation*, Que sais-je ?, France.
4. GUMUCHIAN H. (1991), *Représentations et aménagement du territoire*, Ed. Anthropos, Paris.
5. RONCAYOLO M. (1997), *La ville et ses territoires*, Folio Essais, Edition Revue, Paris.
6. SKOUNTI Ahmed (2010), De la patrimonialisation. Comment et quand les choses deviennent-t-elles des patrimoines ?, in *Hesperis-Tamuda*, Vol. XLV, 19-34.
7. VESCHAMBRE Vincent et al. (2001), Conflits patrimoniaux : compte rendu de table ronde: Programme 'Patrimoine, Environnement, Paysage, in actes de Colloque international *Regards croisés dans le Monde à la fin du XXe siècle*, organisé à la Sorbonne, par les laboratoires Espace et Culture, Espaces Géographiques et Sociétés (ESO) et le Centre de Recherches pour l'Extrême Orient (CREOPS) sous la direction scientifique de M. Gravari-Barbas (ESO) et S. Guichard-Anguis, (Espace et culture) du 7 au 9 Novembre 1999, in *ESO Travaux et documents*, N   15, 59-68.
8. Rapport 'Culture : futur urbain' (2016), par l'*Organisation des Nations Unies pour l'éducation*, la science et la culture 7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France.



جامعة القاضي عياض  
UNIVERSITÉ CADI AYYAD

كلية الآداب والعلوم الإنسانية  
Faculté des Lettres et des Sciences Humaines

مجلة العلوم الإنسانية

# خفاف

مجلة علمية محكمة



العدد الرابع - 2020